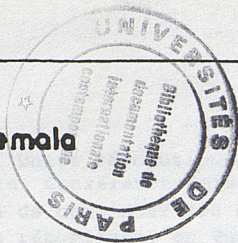


ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala



6° année / N° 258

du 17 au 23 février 1988

POLITIQUE

L'URNG : Une volonté de dialogue
Le Guatemala contre la CIVIS
Des députés interpellent le ministre des Affaires étrangères
Le procureur demande l'arrêt de la vague de violence
Un député allemand demande la libération des séquestrés
Des jeunes socialistes appuient les accords d'Esquipulas II
Une aide de l'ONU pour les communautés indigènes

INSURRECTION

Les actions de l'UNRG dans le Quiché
Les actions de l'UNRG à San Marcos

MOUVEMENT POPULAIRE

Les hôpitaux en grève
Des syndicalistes exigent l'arrêt de la violence
Des syndicalistes inquiets sur le sort de l'un des leurs

DROITS DE L'HOMME

Un étudiant retrouvé mort
Un autre étudiant assassiné
Six cadavres découverts sur les rives des fleuves de la cote sud

4° P. 12315

POLITIQUE

L'URNG : UNE VOLONTE DE DIALOGUE

Le 22 février, le commandement général de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) a fait part à la Conférence épiscopale du Guatemala de "sa complète volonté de continuer les conversations amorcées avec le gouvernement de la république, en vue d'établir les bases de la paix pour le peuple".

L'URNG déclare avoir prêté, comme tout le peuple du Guatemala, la plus grande attention au communiqué des évêques, rendu public le 29 janvier ; l'URNG y a lu "un appel opportun et positif à la réflexion sur la réalité de la nation et à la recherche de solutions pour soulager les conditions de vie angoissantes de la population". Reconnaître la situation de conflit que vit le Guatemala, appeler à la réflexion et à l'effort général pour transformer cette réalité constitue "un apport d'une incalculable valeur de la part de la Conférence épiscopale", souligne l'URNG.

C'est dans cette perspective que l'URNG exprime aux évêques sa disposition immédiate à ~~entreprendre~~ "un dialogue sincère" avec toute les forces du pays.

LE GUATEMALA CONTRE LA CIVIS

Les cinq ministres des Affaires étrangères des Etats d'Amérique centrale se sont réunis à San Salvador pour débattre des modalités de l'instauration du processus de paix dans la région.

Au cours de cette réunion, le Guatemala a voté contre la proposition visant à intégrer d'autres Etats ou organismes internationaux dans les opérations de vérification de l'application des accords.

Le ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, Miguel d'Escoto, avait proposé que la commission de vérification soit intégrée par le groupe de Contadora et son groupe d'appui, ainsi que par l'ONU et l'OEA.

DES DEPUTES INTERPELLENT LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Au cours d'une entrevue réalisée le 17 février, les députés de la Commission des Affaires étrangères du Guatemala ont interrogé Alfonso Cabrera Hidalgo sur les variations de la politique étrangère du gouvernement démocrate-chrétien.

Selon les députés, le ministre utilise ses fonctions à son propre profit dans la perspective d'une élection présidentielle en 1990, discréditant la politique étrangère du Guatemala.

"Il semble que la politique extérieure, aux mains de Cabrera, est manipulée en fonction d'intérêts politiques particuliers", a déclaré le député social-démocrate Enrique de Leon Asturias ; "cette attitude préoccupe beaucoup la communauté internationale".

LE PROCUREUR DEMANDE L'ARRET DE LA VAGUE DE VIOLENCE

Le 18 février, le Tribunal des droits de l'homme a demandé au gouvernement d'intervenir contre la vague de violence qui sévit dans le pays et de désigner les responsables des crimes.

Le procureur Gonzalo Menendez de la Riva a demandé par écrit au ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil, d'arrêter au plus vite les responsables de 8 assassinats survenus ces derniers jours, qui présentent un très net caractère politique.

Parmi les victimes de la violence figurent Ana Elizabeth Paniagua Morales et l'étudiant José Alberto Grijalva Estevez, tous deux enlevés et assassinés par un groupe d'inconnus.

UN DEPUTE ALLEMAND DEMANDE LA LIBERATION DES SEQUESTRES

Dans un télégramme adressé au président Cerezo, un député social-démocrate du parlement d'Allemagne fédérale demande la libération de 8 personnes enlevées ces derniers jours.

Freimut Duve demande à Cerezo de "prendre immédiatement des mesures pour éclaircir la situation et le sort des séquestrés", José Alberto Grijalva et 7 paysans du département de Solola.

DES JEUNES SOCIALISTES APPUIENT LES ACCORDS D'ESQUIPULAS II

De jeunes socialistes de 50 pays, réunis durant deux jours dans la capitale guatémaltèque, se sont prononcés en faveur des accords d'Esquipulas II et ont exigé le cessez-le-feu en Amérique centrale. L'Union internationale des jeunesses socialistes (IUSY) célébrait le 21 février, les "rencontres d'Esquipulas II, six mois après". La résolution finale appuie les efforts en direction de la paix accomplis par les présidents de la région.

Carlos Tena, dirigeant de la Jeunesse socialiste guatémaltèque, a lancé un appel au cessez-le-feu dans les pays en conflit et demandé aux gouvernements centraméricains "d'impulser des systèmes démocratiques basés sur la justice sociale".

UNE AIDE DE L'ONU POUR LES COMMUNAUTES INDIGENES

Le programme alimentaire de l'ONU accordera 45 millions de dollars, destinés à "la construction d'infrastructure de base et à la promotion d'activités productives dans les communautés indigènes" du Guatemala.

James C. Ingran, directeur de ce programme, en visite dans le pays, a indiqué que ce projet a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des communautés pauvres et isolées à l'intérieur du pays. Les fonds serviront également à "accélérer leur intégration dans le processus de développement socio-économique, par la mise en place d'une infrastructure rurale, , par l'amélioration des services communautaires et l'incitation aux activités productives".

INSURRECTION

LES ACTIONS DE L'URNG DANS LE QUICHE

Un communiqué de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque annonce 72 pertes infligées à l'armée au cours de diverses opérations militaires réalisées dans le département du Quiché (nord-ouest du pays).

Du 12 au 17 février, les forces de l'URNG ont affronté 4 bataillons de l'armée dans la région de Ixcán ; l'armée a perdu 54 hommes (blessés ou tués) dont 3 officiers.

Le 21 février, les insurgés ont attaqué le détachement de la Hondonada, Nebaj, composé de 75 effectifs ; la bataille a duré deux heures ; 17 soldats et un lieutenant d'infanterie ont été blessés ; ils ont été transportés par avion jusqu'à la capitale.

LES ACTIONS DE L'URNG A SAN MARCOS

Six soldats des forces gouvernementales ont été gravement blessés au cours d'une embuscade tendue par les insurgés en deux points du département de San Marcos (ouest du pays).

Quatre soldats ont été touchés alors qu'ils patrouillaient dans le secteur du domaine El Porvenir, municipalité de San Pablo, par des membres présumés de l'Organisation du peuple en armes (ORPA).

Le 20 février, deux soldats ont été touchés lors d'un affrontement sur les flancs du volcan Tacaná, municipalité de Tacaná.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES HOPITAUX EN GREVE

Le fonctionnement de 17 des 23 hôpitaux publics du pays est paralysé par une grève entamée le 15 février. Le personnel proteste contre la reclassification des postes et des salaires opérée par le gouvernement.

Les organisateurs du mouvement estiment cette mesure "injuste" et exigent son retrait ; ils considèrent qu'elle porte atteinte aux intérêts de 80% des travailleurs de la Santé publique.

Ils ont fait savoir que d'autres secteurs de la Santé (cimetières, pharmacie etc) avaient également cessé leurs activités, à l'exception des services d'urgence des hôpitaux.

Julio Santos, porte-parole de la présidence, a qualifié cette grève "d'illégal" ; des agents de l'unité anti-émeutes de la police nationale sont postés devant l'hôpital San Juan de Dios, le plus important du pays.

DES SYNDICALISTES EXIGENT L'ARRET DE LA VIOLENCE

La Fédération centrale des travailleurs guatémaltèques (FECETRAG) a exigé du gouvernement qu'il mette en place les mécanismes nécessaires à l'arrêt de la vague de violence qui frappe le pays. Selon Ismael Barrios, secrétaire général de la FECETRAG, des groupes paramilitaires opèrent actuellement en toute impunité, enlevant et assassinant des citoyens, alors que le gouvernement mène une campagne publicitaire sur la technicisation de la police en vue de combattre la délinquance.

De leur côté, les représentants de l'Unité pour l'action syndicale et populaire (UASP) continuent leurs conversations avec le gouvernement, notamment sur les droits de l'homme et les pôles de développement.

DES SYNDICALISTES INQUIETS SUR LE SORT DE L'UN DES LEURS

Le Syndicat des travailleurs de l'usine centraméricaine de verrerie (STICAVISA) ont exigé du gouvernement des éclaircissements sur le sort d'un de leurs adhérents Edgar Fernando Garcia, enlevé il y a 4 ans.

Le gouvernement démocrate-chrétien n'a jamais répondu à aucune de leur question à son sujet. Le syndicat demande au gouvernement et au Tribunal des droits de l'homme la formation d'une commission d'enquête, promise par Cerezo, pour retrouver les 40 000 disparus enregistrés dans le pays.

DROITS DE L'HOMME

UN ETUDIANT RETROUVE MORT

Le cadavre de José Alberto Grijalva, 27 ans, étudiant de la faculté d'agronomie de San Carlos (USAC) a été retrouvé dans le département de Santa Rosa ; l'étudiant, de retour d'exil depuis un ans, avait été enlevé le 16 février.

Au même moment, Juan José Rodil, ministre de l'Intérieur, accusait les secteurs de l'opposition d'être impliqués dans le déchaînement de la violence dans le pays. Il s'agit "d'un plan des secteurs ayant intérêt à porter atteinte au prestige du gouvernement et à éviter l'aide internationale".

UN AUTRE ETUDIANT ASSASSINE

Erick Leonardo Chinchilla, 21 ans, a été tué le 18 février de 3 balles dans la tête, lors d'une spectaculaire chasse à l'homme menée par des inconnus sur la route reliant la municipalité de Mixco à la capitale.

Les représentants de l'université de San Carlos ont condamné cette série d'assassinats, qui représente "une atteinte aux droits de

l'homme les plus élémentaires" ; l'USAC exige qu'une enquête soit menée sur ces faits.

SIX CADAVRES DECOUVERTS SUR LES RIVES DES FLEUVES DE LA COTE SUD

Six cadavres ont été trouvés aux abords des fleuves de la côte sud, alors que sept paysans du département de Solola sont déclarés disparus. Il s'agit de Remigio Gomez Quisquina Ajpus, 30 ans, Roberto Gomez Quisquina, 21 ans, Lucas Quisquina, 30 ans, Leonzo Ajpus Gomez, 19 ans, Jeronimo Choguy, 32 ans et de Manuel Gomez, 15 ans. Selon leurs familles, ils ont quitté leur domicile de San Lucas Toliman le 15 février et ne sont jamais revenus.

D'autre part, quatre cadavres de personnes enlevées ont été retrouvés sur les rives du fleuve Samala, à San Felipe Retalhuleu.

Deux cadavres de personnes non identifiées ont été retrouvés sur les rives du fleuve Achiguate, département de Escuintla ; ils ont été assassinés 48 heures avant leur découverte.